

DISCUTONS-EN!

**Pour le développement des luttes
ouvrières et populaires.**

Ete 1978 - N° 2 - Prix : 2,50 F



Bulletin de liaison des comités de l'Union Ouvrière et Populaire

DISCUTONS-EN!

Bulletin de liaison
des comités de l'Union Ouvrière et Populaire

SOMMAIRE

- Editorial p. 3
- Appel pour la constitution
d'une commission paysanne nationale de l'UOP p. 4
- Du comité de Grenoble p. 5
- Nouvelles brèves p. 7
- Plate forme politique p. 11
- Plate forme revendicative p. 14
- Du Comité de Thionville p. 17
- Bloc note de l'été p. 18
- Ces femmes qui se libèrent de Moulinex p. 19
- Où en est la lutte des SONACOTRA p. 22

EDITORIAL

La dernière réunion du Comité d'Animation National a permis de faire le point sur la vie et la construction de notre organisation. De nombreux comités étaient présents, venus des quatre coins du pays. Ils ont apporté à cette réunion leurs expériences, le point de vue de leurs comités et leurs perspectives.

Le tour de table des comités l'a bien montré : des initiatives multiples ont marqué la vie des comités depuis la précédente réunion. D'abord l'activité centrée autour de la marée noire s'est poursuivie dans de nombreux comités, souvent en association avec des comités anti-marée noire et des représentants de mouvements écologistes. La réalisation de montages diapositives autour de cette question a souvent permis que des discussions très intéressantes s'engagent sur la responsabilité du capitalisme, le problème de la consommation d'énergie, la lutte contre la pollution... Les échanges, débats qui avaient commencé dans la période précédente à se tenir avec des mouvements écologistes ont ainsi trouvé un écho plus profond.

Des échanges de points de vue, débats avec des représentants du mouvement des femmes ont aussi pu s'engager à Nantes, autour de la lutte de Laving

Glaces et de LMT, à Paris, lors d'une assemblée populaire dans le 12^e...

Surtout, le renouveau des luttes ouvrières a amené les comités de démarrer une activité de soutien et de popularisation de ces luttes. Autour de montages diapositives sur la lutte de Renault des débats ont commencé à se tenir sur le rôle des luttes de la classe ouvrière, sur l'attitude des directions syndicales, sur les formes de soutien, groupes d'enquête, rencontres qui peuvent être organisés.

Les comités ont aussi fait des propositions pour que, même si l'activité régulière des comités est ralentie pendant la période des congés, l'UOP continue à se faire connaître et à se développer.

Ils ont indiqué leur intention de participer aux rassemblements régionaux qui pourront se tenir.

Les initiatives que nous avons engagées autour des luttes de ce printemps, les débats commencés avec diverses associations, la diffusion plus large de nos propositions sont un premier pas dans le développement de notre organisation.

Ce développement, c'est à nous de l'impulser !

Faisons connaître largement l'Union Ouvrière et Populaire !

La vie de l'organisation

A sa dernière réunion, le CAN a adopté plusieurs résolutions :

● Comme beaucoup de comités en avaient fait la demande, le nom de l'organisation a été modifié. En effet, le sigle avait semblé pendant la campagne électorale assez lourd. D'autre part, il ne paraissait pas rendre compte avec assez de précisions de la réalité de notre peuple. Sur la base des discussions des comités et après une discussion sur ce sujet au CAN, le nouveau nom a été adopté : Union Ouvrière et Populaire. La discussion a permis de faire ressortir qu'au sein de notre peuple, à côté d'ouvriers et de paysans dont l'unité est une tâche essentielle, existent de très nombreux employés, hospitaliers, postiers, travailleurs des banques, enseignants... qui peuvent aspirer au socialisme.

● Des comités ont aussi proposé que le titre du bulletin reflète mieux les idées-forces de notre organisation et les perspectives nouvelles ouverte par le renouveau des luttes de la classe ouvrière.

Au titre : «*Discutons-en !*», il a donc été décidé d'ajouter un sous-titre : «*Pour le développement des luttes ouvrières et populaires*».

● Plusieurs propositions de modifications de la plate-forme sont déjà parvenues au Secrétariat national (Comités de Tonnerre, Auxerre, Vitry...) Il serait souhaitable que les comités poursuivent la discussion de la plate-forme afin qu'elle fasse l'objet des débats les plus larges et puisse mieux correspondre à la situation actuelle. Dans ce but, nous la republierons dans ce numéro.

● Nous rappelons que des commissions du CAN sur l'écologie et le cadre de vie, les luttes, les femmes, les paysans, l'école, la jeunesse, la culture, et une sur les immigrés ont commencé à se mettre en place. Aux comités de faire des propositions de membres qui désireraient s'associer à leur travail. Afin de ne pas multiplier les déplacements, il a été proposé que ces commissions se réunissent les samedis après-midi et soir qui précèdent les réunions du CAN.

● La présence au CAN de représentants de plusieurs comités, la réalité de leur activité, les nouvelles perspectives ouvertes par les luttes ouvrières rendent aujourd'hui possible et nécessaire d'avancer dans la construction de notre Union.

La dernière réunion a ainsi permis

de voir le caractère transitoire de cette période, où l'UOP commence à s'organiser et à se faire connaître. Sur cette base, le CAN a été d'avis qu'une telle structure d'animation nationale composée d'un secrétariat national élu et des représentants des comités devait être adoptée dans la période, et a tracé, pour avant la fin de l'année 1978, la perspective d'un congrès permettant de donner à notre Union une structure et des moyens qui répondent à notre développement.

● Pour faire connaître plus largement notre organisation et la renforcer, le CAN a décidé, outre la parution du n° 2 de notre bulletin, l'édition d'un tract et d'une affiche. Les comités peuvent les commander à notre adresse.

● Le Comité d'Animation National a jugé intéressante l'initiative de notre secteur d'audio-visuel de réaliser un montage diapositives sur la lutte de Renault et de le mettre à la disposition des comités.

● Le CAN a décidé de prendre contact avec diverses organisations politiques, écologiques, syndicales, afin de faire connaître notre organisation, nos propositions, de tisser des liens.

Appel pour la constitution d'une commission paysanne nationale de l'Union Ouvrière et Populaire

Depuis les dernières élections, les travailleurs, des campagnes et des villes ne sont pas restés inactifs devant la bourgeoisie. Ainsi, tour à tour, avons-nous vu les paysans remporter une importante victoire dans la région de Mesanger où la famille Pellerin a été réinstallée sur sa ferme après plusieurs années d'exemplaires mobilisations paysannes et populaires. Nous avons vu se construire une importante mobilisation populaire contre l'expulsion abusive de 2 paysans à Moutiers au Perche dans l'Orne. D'autres initiatives comme la fête des travailleurs contre les patrons et propriétaires fonciers qui s'est déroulée le 30 avril à Availles. Limousine a montré avec éclat comment peut se tisser l'unité ouvriers-paysans-employés dans la période. Combien d'autres initiatives de ce genre prennent vie dans notre pays sans que ces expériences soient toujours confrontées, systématisées au plan national. Ainsi des paysans petits et moyens pauvres se regroupent autour du journal *Le Croquant* en Saône et Loire pour l'unité ouvriers-paysans. D'un autre côté des paysans de Côte d'Or essaient de coordonner leurs points de vue pour créer une force anti-capitaliste en liaison avec la classe ouvrière. Dans l'Yonne, des initiatives voient le jour pour créer Paysan-Travailleur. De Bretagne en Alsace en passant par le massif central, combien de paysans luttent pour faire reculer les projets de la bourgeoisie en matière d'équipement nucléaire, de construction de canal géant ou de barrages, sans que toutes ces forces soient réellement coordonnées avec celles qui se construisent dans le monde ouvrier en ce moment ? En effet, après quelques semaines de calme relatif, les luttes de la classe ouvrière reprennent sur des bases nouvelles en rupture avec l'attentisme et le contrôle chloroformant des réformistes ou du PCF : Renault, LMT, Chantiers nucléaires, Boussac, Reinier, Zénith, arsenaux de France... sont autant de noms qui confirment la reprise de la combativité ouvrière. C'est dans ce cadre d'ensemble que le Comité d'animation national de l'UOP réuni il y a deux semaines, a appelé à la mise sur pied de plusieurs commissions nationales dont une commission paysanne. C'est possible et nécessaire aujourd'hui de la mettre sur pied pour qu'elle puisse permettre de confronter toutes les expériences menées en France sur des bases anti-capitalistes, pour l'unité avec la classe ouvrière, en rupture avec le réformisme et les faux communistes. Echanges d'expériences, bilans de travail communs, perspectives et axes de travail communs au plan national permettront ainsi



*Construire l'unité des ouvriers et des paysans :
une tâche nécessaire*

de mieux combattre le capitalisme, dans l'unité populaire.

Nous en appelons donc à tous les paysans anti-capitalistes et leurs alliés qui désirent travailler dans cette commission même s'ils ne sont pas membres de l'UOP. Qu'ils se fassent connaître, qu'ils nous fassent part de leurs propositions et expériences très rapidement aux adresses suivantes :

M. CHAMEROY Eric
Agriculteur à Villeneuve St Salves
89 230 Pontigny tél : 41 81 30

M. THOMAS Alain
rue Henry Gérard les Près Hauts
89 700 Tonnerre

Initiatives des comités...

GRENOBLE

Quelques réflexions à propos de la précédente A.G.

EXTRAITS DU BULLETIN DE GRENOBLE

— 25 camarades environ étaient présents, la moitié environ participant aux commissions.

— L'essentiel de l'AG a été le compte rendu des commissions : nucléaire et environnement (travail sur la marée noire, sur la grève à Malville), commission femmes.

— Ces comptes rendus ont occupé le gros de la soirée, ce qui fait qu'il y a eu peu de place pour la discussion.

— Les camarades ne participant pas aux commissions n'avaient pas tous les éléments en main, n'avaient pas eu le temps de réfléchir à ces problèmes ; ce qui fait qu'ils sont restés specta-

teurs, il n'y a pas eu de réflexion critique alors que le travail des commissions concerne tous les militants UOP.

— Pourtant il aurait fallu pouvoir discuter plus à fond sur certains points, car des divergences, des questions sont apparues :

— Faut-il créer un comité anti-marée noire, n'est-ce pas un comité de plus ? Quelle idée se fait-on d'un tel comité ?

— Comment envisager le soutien à la grève de Malville ? Doit-on y aller comme syndicalistes et aider à mener une lutte ? Ou bien faut-il aussi essayer de lier cette lutte, qui de fait empêche

la construction de super-phénix, à la lutte anti-nucléaire ?

— **C'est pourquoi** nous avons décidé de tirer un bulletin dans lequel seraient fait ces comptes rendus des commissions. Il ne devrait pas être seulement une présentation des faits, d'actions, mais devrait refléter le débat dans les commissions, les choix qu'elles ont dû faire, et cela pour susciter la réflexion et la critique des camarades. Ces comptes rendus devraient être assez précis pour se faire un point de vue. Cela permettrait aux AG d'être véritablement un lieu de réflexion et de débats politiques.

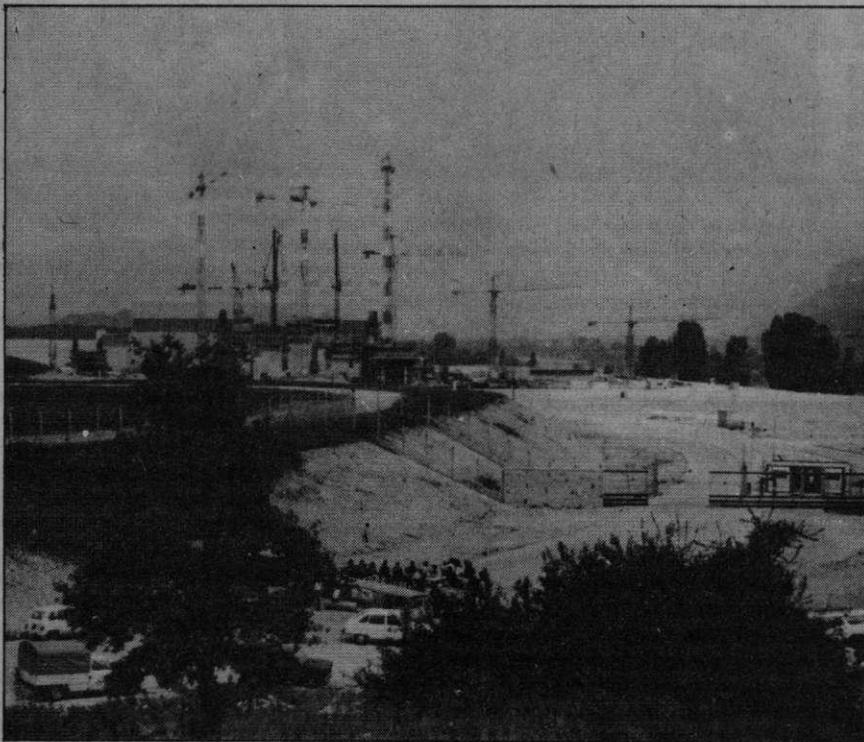
Pour la prochaine AG nous proposons de centrer la discussion autour d'un point. Le but de l'UOP c'est de rassembler les luttes et de les unifier. C'est une précaution par rapport aux luttes à venir, pour saper l'influence néfaste des partis de gauche. Aujourd'hui nous assistons à une reprise de l'offensive ouvrière. Qu'est ce qui caractérise ces luttes ? Peut-on envisager la poursuite de cette offensive au cours de l'année ? Et dans ce cas, comment doit-on s'y préparer, doit agir ? La grève de Malville a montré les difficultés de l'UOP à jouer son rôle ? Quel travail faire dans la classe ouvrière, dans ces luttes et pour les préparer ?

Comment lier ce travail avec le travail en direction d'autres couches du peuple, écologistes, femmes, paysans ?

D'autre part, toujours dans le cadre de notre rôle d'unification politique, nous avons décidé d'organiser des débats larges et publics avec «Ecologie et Autogestion», avec la JOC, avec les CLAJ.

Ce bulletin est l'affaire de tous, et nous comptons bien que les camarades y écrivent des contributions, des propositions, des points de vue.

Grève sur le chantier de la Centrale de Creys-Malville



Commission femmes

Ces dernières semaines, il s'agissait avant tout de prendre contact avec les groupes femmes sur Grenoble, de façon à ne pas commencer un travail totalement coupé du mouvement des femmes.

Les différents groupes femmes sont mobilisés depuis quelques mois (Mars) sur la dénonciation des viols, notamment sur le viol subi par Chantal B. dont le procès aura lieu en octobre 78. Chantal a demandé aux groupes femmes de se porter partie civile.

Mais nous nous sommes rendues rapidement compte que la campagne contre le viol, qui devait être d'une grande ampleur, jusqu'en juin, n'a pas été largement prise en mains par les groupes à Grenoble.

Cela parce que le mouvement des femmes est quasiment inexistant : les groupes ne se réunissent plus, exception faite de certains groupes comme FTL (Femmes Travailleuses en Lutte), comme la rédaction de *Marie-Colère*.

Cependant quelques femmes, individuellement, continuent à se mobiliser : ainsi certaines faisant partie du groupe «Viol et violence» ont projeté un film vidéo sur le viol au Campus et le lendemain à Grand'Palace. Nous les avons aidées à effectuer cette seconde projection.

Il est évident que l'intervention des groupes femmes est plus que restreinte en ce moment, alors que des efforts importants pour expliquer leur «campagne» contre le viol seraient nécessaires.

Quant à nous, dans la Commission femmes UOP, nous avons essayé de faire reprendre par les différents groupes femmes l'idée d'une enquête sur le viol. Cette enquête a pour but de voir quel est le niveau de prise de conscience des gens par rapport à ce problème, surtout dans les milieux populaires qui, au dire même des groupes femmes, semblent percevoir mal la campagne menée par les groupes femmes (problème des procès, de la répression des violeurs...).

Les différentes personnes qui ont été contactées pour le projet d'enquête se sont montrées extrêmement intéressées, le groupe «Viol et violence» et le groupe de rédaction de *Marie-Colère* ont même participé à l'amélioration du questionnaire initial que nous leur

avons présenté, et il semble possible d'arriver sous peu à un seul questionnaire d'enquête repris en charge par les groupes sur Grenoble.

Nous-mêmes, nous avons commencé l'enquête sur le quartier Mistral depuis une semaine ; elle doit durer 15 jours ou trois semaines. Nous avons choisi cette cité comme point de départ parce qu'un des violeurs de Chantal était de Mistral.

À ce jour, nous avons déjà rencontré et longuement discuté avec la famille du jeune violeur ; sans ambiguïté le viol est condamné, même si des doutes concernant le consentement ou le non-consentement de la femme violée sont émis.

Mais le débat important que nous aurons à mener dans le mouvement des femmes reste celui d'un débat politique pour essayer d'impulser des actions sur l'oppression et l'exploitation spécifiques des femmes dans notre société, autres que les actions contre le viol.

6 heures pour la Bretagne



Après le naufrage de l'Amoco Cadiz, une cinquantaine de jeunes, d'origine bretonne pour certains, sont partis nettoyer bénévolement les plages de Bretagne.

Sur place, l'ampleur des dégâts, la responsabilité du gouvernement de la catastrophe et son incapacité à trouver des solutions sérieuses, a modifié la conception de la solidarité qu'ils avaient avant de partir et dès leur retour, ils organisent avec l'association Ker Wreizh des expositions et réunions à «Grand-Place» et dans différentes maisons de jeunes en dénonçant les responsables.

À ce moment, la commission nucléaire et environnement de l'UOP essaye avec le comité Malville d'organiser une manifestation. L'espoir a duré deux mois, avant de constater que les associations de défense de la

nature, la CFDT et le PS se désintéressaient de la marée noire.

Nous avons donc pris l'initiative de proposer la création d'un comité anti-marée noire car il semblait être la structure la plus appropriée pour regrouper ces nouveaux militants dévoués par l'attentisme des bavards des associations citées ci-dessus.

L'organisation des 6 heures pour la Bretagne a montré une fois de plus que seul le comité anti-marée noire se donnait les moyens de réaliser ses intentions.

Son déroulement a prouvé une nécessaire clarification politique et la consolidation de la prise de conscience anti-capitaliste des militants, en y travaillant régulièrement en ayant à l'esprit la préoccupation de lier leur intervention spécifique à la vision politique d'ensemble.

Nouvelles brèves des comités

► Nantes

A l'initiative des groupes femmes de Nantes, se sont tenues «six heures pour les femmes» auxquelles nous avons participé. Des contacts ont été pris avec des femmes ouvrières à l'occasion du forum sur «Les femmes dans les luttes».

Les ouvrières de Laving-Glaces (usine en lutte) ont été invitées à une assemblée générale de l'UOP pour y exposer les problèmes de leur lutte et discuter des moyens d'en conserver les acquis. Plusieurs ont, à l'issue de cette AG, décidé de participer régulièrement au travail de l'UOP.

Avec les travailleurs de LMT, usine en grève contre les salaires, a été organisé un gala de soutien.

Ces initiatives, qui montrent l'écho rencontré par les propositions de l'UOP, ont ainsi révélé la nécessité de mieux coordonner nos actions pour leur permettre de peser réellement à l'avenir sur le développement des luttes et l'organisation d'un puissant soutien.

Mobilisation des paysans contre les cumulards qui les expulsent de leurs terres.



► Rennes

Un montage sur la marée noire a été réalisé. Il a permis de très nombreuses discussions puisqu'il est actuellement demandé aussi bien par des Comités d'entreprises, des associations de quartiers, etc.

Le comité a également participé à une semaine contre le nucléaire.

► Mortagne

UNISSONS NOS FORCES

Unissons nos forces contre l'expulsion des Gricourt : Les Gricourt, un couple de fermiers de Moutiers, sont menacés d'expulsion sous prétexte qu'ils ne seraient pas capables de s'occuper de leur terre. Ce que veut cette société, c'est que les petits paysans quittent la terre.

De nombreux travailleurs ont créé un comité de défense où, tous, coude à coude, se battent pour le maintien de la ferme. Le comité, organisé démocratiquement, a déjà pris de nombreuses

initiatives dans ce sens. Les membres de l'UOP sont présents dans le comité et approuvent son action.

Unissons nos forces pour soutenir les travailleurs des Etablissements Dreux :

Depuis mercredi 14 juin, les ouvriers de Dreux (La Perrière) sont en lutte pour imposer aux patrons des négociations sur leurs revendications : 300 F pour tous, 2 400 F pour 40 heures, le 13^e mois, et surtout la reconnaissance du droit syndical dans l'usine.

Dans cette lutte, les travailleurs de

Dreux reçoivent de nombreux soutiens. Depuis le début, les membres de l'UOP sont présents dans le soutien aux ouvriers de chez Dreux (...).

Unissons nos forces contre le capitalisme :

La lutte des Gricourt et la lutte chez Dreux, ce ne sont pas deux choses étrangères : c'est par les luttes de tout le peuple que les choses avancent. L'UOP n'a pas d'autre but que d'aider à l'unité des luttes.

(Extraits d'un tract)

► Pau

(...) À la cité Berlioz, des camarades participent à une enquête audio-visuelle visant à donner la parole directement aux habitants pour l'utilisation et l'organisation du Foyer de la cité. Cette enquête a été proposée par l'animateur du quartier, puis discutée avec les camarades pour s'opposer à la mainmise de la municipalité PS sur ce Foyer qui revient aux habitants eux-mêmes. D'autre part, des militants du syndicat du cadre de vie et des petits paysans qui font des ventes directes sur ce quartier participent à cette initiative.

À l'Ousse des Bois, un comité de quartier s'est formé avec une vingtaine de personnes : anciens militants de la Confédération Nationale du Logement (CNL) et habitants. Actuellement, ce

comité mène l'information et la mobilisation des habitants pour refuser l'Aide Personnalisée au Logement (APL) versée directement à la société de HLM (SBEMH) et qui revient à faire payer aux locataires le prix de la «réhabilitation» de la cité (étant le plus souvent inférieure aux anciennes allocations logement).

(...) Le comité a pris part, surtout depuis le mois de mai, à l'animation du COBA de Pau. Jusqu'à présent il a réalisé la meilleure vente du journal *L'Épique* (70 exemplaires vendus) et s'associe aux prochaines initiatives du COBA à Pau : interventions de rue et projet de «6 heures sur l'Argentine». Le COBA entend poursuivre son action après le mondial. (...)

► Tonnerre

La commission chargée des contacts avec les autres associations. Après une série de démarches, de premières rencontres se sont faites entre l'UOP, le groupe femmes et le Planning familial. Des démarches communes UOP-militants du Planning ont pu être faites pour la mise sur pied de la section locale. Avec le groupe femmes, des actions communes pourront se mener pour imposer la création d'une crèche-garderie sur le quartier populaire des Prés-Hauts. Devant l'ampleur des tâches de cette commission, il nous faudra l'étoffer et la restructurer.

● La commission paysanne travaille en collaboration avec le comité d'initiative d'Auxerre. Des viticulteurs et un petit paysan ont fait, sous son impulsion, des démarches auprès des militants du CDJA qui lisent *Vent d'Ouest*, «afin d'aboutir à la constitution d'une section «Paysans-Travailleurs».

● Deux camarades assistent régulièrement aux réunions du comité Bressolles. Un travail suivi a ainsi pu se développer sur Tonnerre, en concertation avec les militants du Planning.

● Du point de vue financier, outre le barème des cotisations que nous avons mis en place (cf *Discutons-en* n° 1), nous allons fabriquer un carnet de chansons-poésies qui sera vendu le plus largement possible et peut éventuellement servir de premier pas vers la création d'une «commission culturelle».

Pour
Discutons-en
envoyez
les échos de
votre comité
à

Bernard ROUHAUD
84 Quai
de Jemmappes
75010 - PARIS

► Grenoble

Le comité anti marée noire a organisé avec succès un rassemblement sur le thème «6 heures pour la Bretagne» à partir des témoignages rapportés par une cinquantaine de jeunes volontaires partis nettoyer les côtes bretonnes au printemps. Ces témoignages ont aussi permis de réaliser à la Maison de Jeunes une

expo-photos accusant la Shell et le gouvernement dans le naufrage de l'Amoco Cadiz et dans la destruction des côtes.

Au moment de la grève (dont de nombreux immigrés) de Fougerolle, le comité UOP a organisé le soutien. Il a permis qu'une rencontre entre militants écologistes et ouvriers du chantier puisse se tenir et qu'ainsi un premier échange puisse avoir lieu : meilleure connaissance concrète des problèmes de la classe ouvrière par les militants écologistes, et sensibilisation des ouvriers de la centrale sur la question du nucléaire et plus largement de l'écologie.

Le montage diapositives de soutien à la lutte de Renault a été projeté devant les travailleurs du garage Renault, aux ouvriers de Fougerolle et aux grévistes de Becton - Dickinson. Une «commission luttes» a commencé à se mettre en place.

► Villeurbanne

Le comité a édité une plaquette sur la marée noire expliquant les circonstances de l'accident et dénonçant les responsables, la Shell et le système capitaliste.

Un montage sur la lutte de Renault a commencé à être préparé pour populariser cette lutte.

La commission femmes a engagé un travail d'enquête auprès des femmes ouvrières de la CGEE, de Bel Air etc. Contact a été pris avec le groupe Flora Tristan afin d'échanger des points de vue et d'étudier des initiatives communes.

► Lyon-Croix Rousse

Le comité, dans le cours de son travail sur la marée noire, a eu des discussions intéressantes avec des représentants de mouvements écologistes sur le productivisme, la perspective d'une société socialiste...

Certains militants ont aussi participé au travail du COBA et à la dénonciation qu'il a faite de la répression en URSS, diffusant un «appel pour un syndicalisme libre en URSS» (Samizdat).

Une coordination entre les comités existant dans l'agglomération lyonnaise est prévue.

Paris XIIIe

La grève de l'hôpital Sainte-Anne a duré 58 jours. Une des caractéristiques de cette longue lutte, ce fut l'absence de démocratie. Tout fut pris en charge par l'intersyndicale jusqu'à la «suspension de la grève». Certains grévistes ont alors essayé de monter une radio libre. Mais cela ne s'est pas fait sans questions. Ainsi en témoignent les riches discussions qu'il y a eu autour de cette expérience.

COMMENT EST NÉE «RADIO LIBRE SAINTE ANNE» ?

Nous étions à la fin de juin, et en grève depuis le 16 mai. Nous ressentions le besoin de faire parler de nous, de crier partout le scandale des hôpitaux psychiatriques. Et puis les congés arrivaient, nous voulions tout faire pour briser notre isolement. Alors, avec des copains, on a pris contact avec une radio libre qui a accepté de nous prêter son émetteur et on a préparé cette émission. La première émission a eu lieu le 30 juin. Là, nous voulions surtout émettre pour voir si ça marchait. Alors on l'a préparée à quelques uns. On a prévenu les journalistes, des élus, au cas où... parce qu'il fallait faire ça clandestinement. Devant la réussite de la première émission, nous avons alors voulu en refaire une deuxième qui soit prise en charge par les grévistes. Pour cela, on a posé le problème en A.G.. Il n'y a pas eu de vote, mais la plupart étaient d'accord pour la faire publique. Cependant, l'intersyndicale (surtout la CGT) s'y est opposée et nous avons du continuer de la préparer clandestinement à quelques-uns.»

Cette deuxième émission eu effectivement lieu le 6 juillet. Dans les mêmes conditions de clandestinité et avec la présence d'un sénateur pour parer à une éventuelle intervention des flics.

Dé 22 h 30 à 23 h 30, les animateurs de cette radio ont expliqué où en était la grève après 50 jours, comment elle était partie et sur quoi. Une partie de cette émission fut aussi consacrée à la victoire obtenue contre un internement abusif.

A la loge d'entrée de l'hôpital, quelques grévistes et quelques personnes du quartier étaient là pour écouter l'émission. Mais ce soir-là, les discussions sur la radio furent très vives.

— «Vous dites que c'est une radio libre, vous l'appellez «Radio Sainte-Anne», mais elle n'a rien de libre puisque

vous vous cachez pour faire l'émission et que vous partez à quelques-uns seulement. Vous n'engagez que vous-mêmes. Finalement, vous voulez prendre votre pied tout seul. Regardez, il n'y a presque pas de grévistes ici.»

Un habitant du quartier ajouta : «Vous parlez de radio libre, mais en fait, vous ne donnez la parole à personne. On ne peut même pas poser les questions qui nous intéressent. Alors qu'une radio libre devrait permettre de communiquer et de donner la parole à tous ceux qui sont baillonnés tout le temps, vous ne faites que réciter ce que vous voulez dire.»

La discussion s'engagera alors sur trois points :

— La menace des flics : «Ce n'est pas suffisant comme explication. Si vous aviez fait ça avec l'ensemble des grévistes, il y aurait eu un rapport de forces très favorable. Ils ne seraient pas venus.»

— Le blocage de l'Intersyndicale. «Mais vous n'aurez jamais l'accord de ceux qui veulent continuer à un faire un monopole, qu'il soit national ou municipal. Qu'est-ce que vous avez fait pour que cela soit discuté par tous les grévistes qui auraient alors exigé que cela soit sous la responsabilité des grévistes, et non de quelques-uns en présence d'élus de gauche.»

— Le contenu de l'émission : «Vous avez parlé des sujets qui vous intéressaient et de votre manière de voir les



choses, mais quel contrôle ont ceux qui sont les premiers concernés ? Comment peut-on prétendre qu'il s'agit d'une lutte pour la démocratie quand on fait tout en cachette, sans débat avec les grévistes ? Est-ce que ça ne renforce pas la passivité des autres ?»

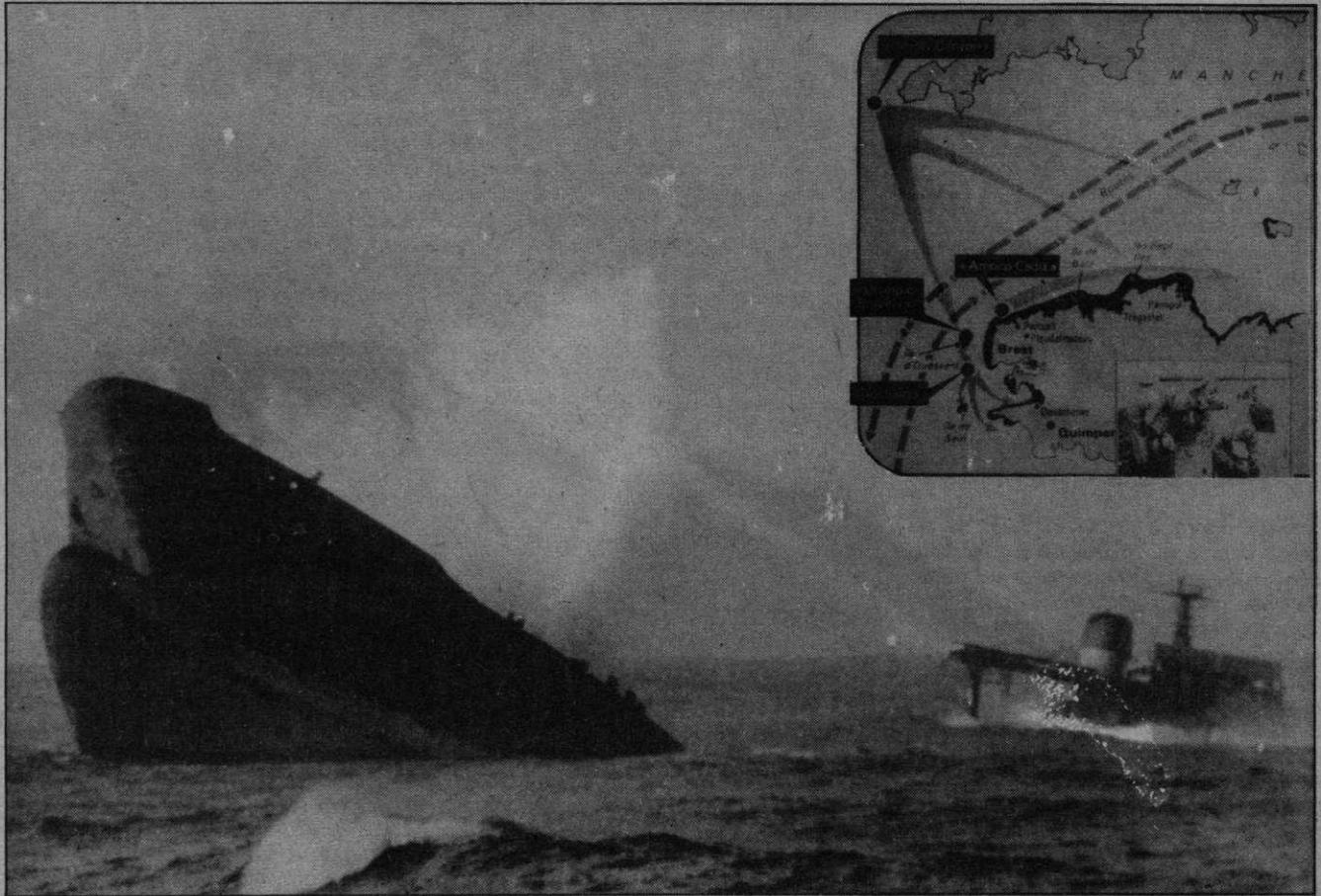
Le lendemain, les locaux de la direction étaient de nouveau occupés. La cassette de l'émission fut passée dans le bureau du directeur-adjoint et rencontra un large écho, montrant que, dans le fond, il s'agissait d'une initiative allant dans le sens des préoccupations des grévistes.

La grève s'est terminée sans qu'il y eût de nouvelles émissions : même si ceux qui l'ont lancée pensent continuer à la rentrée, il n'y avait personne pour continuer. Le jour de la reprise, un gréviste CGT donna son point de vue : «C'était une très bonne idée. Mais on n'a jamais pu y participer. Ils ont trop parlé des problèmes psychiatriques, alors que ce qui était le plus important, c'était de discuter de la grève.»

L'illégalité ? «Ce n'est pas réellement un problème. A partir du moment où on lutte, c'est une question de rapport de force. Et on l'avait !»

Le débat n'a pas eu lieu parmi tous les hospitaliers. Mais l'absence de démocratie et d'animation que les plus combattifs ont ressentie montre précisément que la «radio libre» pouvait être un instrument très précieux.

A condition qu'elle soit réellement «libre»...



Communiqué

Les Amis de la Terre assignent Standart Oil of Indiana

Dans le souci de rechercher les vraies responsabilités à propos de la catastrophe de l'Amoco. Cadiz, les Amis de la Terre attaquent en justice devant le Tribunal de Chicago la Société Standart Oil of Indiana et ses filiales Amoco International Oil Compagny et Amoco Transport Compagny.

Les Amis de la Terre, association nationale de protection de l'environnement et ses groupes locaux de Brest, Plougasnou et Lannion seront rejoints par des représentants des catégories sociales directement touchées par la catastrophe, pêcheurs, mareyeurs, hôteliers...

Le dossier, en préparation, sera déposé devant la cour de Chicago par notre avocat M. David Sive d'ici quelques semaines.

Nous utiliserons deux procédures. L'une dite de «discovery» ou moyen de «découverte des preuves» se déroule avant l'audience. Elle obligera Standart

Oil à donner toutes les informations ou documents précis sur le déroulement de l'accident : tout message donné ou reçu avant, pendant et après l'accident, toute note de service ayant trait à la conception du bateau, au choix des systèmes de sécurité ou du personnel du bateau, au financement ou à l'assurance du navire, ainsi que toute note interne de toute réunion au cours de l'accident.

L'autre procédure dite de la «class action» ou «action de classe» permet à une personne d'assigner au nom de toute une catégorie sociale. Les fruits obtenus sont répartis entre tous les membres de cette même catégorie. Les pêcheurs, mareyeurs, etc. qui se joindront à nous permettront de discuter des montants des dédommagements en parfaite connaissance de cause.

Nous entendons ainsi établir la responsabilité directe de Standart Oil qui connaissait le mauvais état de fonc-

tionnement du bateau, en particulier la mise hors service d'une ancre, et qui nous le croyons, a volontairement consenti à la perte du bateau sans aucun respect des conséquences écologiques désastreuses que pouvait avoir une marée noire de 20 000 tonnes de pétrole sur les côtes de Bretagne.

En conséquence, nous invitons toutes les personnes intéressées par cette action à prendre contact avec un groupe local des Amis de la Terre :

Amis de la Terre du Léon, 8 rue du Rouergue. 2900 Brest. Tél : 03 09 48

Amis de la Terre de Plougasnou
Pont ar Gler 29228 Plougasnou.
Tél : 67 80 07

Amis de la Terre du Trégor, 15 rue Félix Le Dantec. 29300 Lannion.
Tél : 37 94 24

Projet de plate-forme

Le projet de plate forme que nous republions ici a commencé à être débattu dans les comités et les premières propositions d'amendement sont parvenues au Comité d'Animation National. Elles vont essentiellement dans deux directions : d'abord elles visent à adapter le texte de la première partie à la situation nouvelle : renforcement de la politique anti-populaire et répressive du gouvernement Giscard-Barre, aggravation des divisions entre les partis de droite, entre les partis de gauche et au sein de chacun de ces partis, premier développement significatif des luttes ouvrières. Plusieurs comités font remarquer en outre qu'il convient de se prononcer sur la dernière aventure militaire française au Zaïre. Ensuite, les amendements tendent à préciser le projet de plate-forme revendicative, en fonction justement des dernières luttes et aussi des premiers contacts positifs pris avec diverses associations de masse dans la dernière période.

La discussion va donc se poursuivre de telle façon qu'à la rentrée le texte définitif puisse être mis au point et faire l'objet d'une première campagne de diffusion et de débat : l'existence d'un programme d'action issu des aspirations apparues dans les différents mouvements est une question importante, y compris pour les luttes de la rentrée. C'est à la fois un moyen de les faire converger vers la satisfaction de revendications communes, de les lier entre elles, d'organiser la confrontation et les échanges de points de vue. C'est un moyen enfin de montrer concrètement ce que veut l'UOP dans la période qui s'ouvre, ce qu'elle propose pour avancer dans la construction d'un large front de lutte, indépendant des partis de droite et de gauche, contre la crise du capitalisme.

Les élections de mars 1978 n'ont rien réglé. Les partis de gauche n'ont pas gagné. Les partis de droite n'ont pas perdu. Mais, d'un côté comme de l'autre, ils sont, plus que jamais, incapables de proposer une solution pour sortir de la crise la plus grave qu'ait connue notre pays depuis la guerre. C'est le système qui a fait son temps.

AGGRAVATION DE L'AUSTÉRITÉ

A droite, en fait de changement, Giscard n'a su trouver que Barre pour succéder à Barre. Leurs plans sont préparés de longue date : ils s'imaginent, les élections passées, avoir les coudées plus franches pour imposer la poursuite et l'aggravation de leur politique d'austérité.

— Dans les mois qui viennent, ce sont un demi-million de chômeurs supplémentaires qui sont officiellement programmés. Les truquages gouvernementaux d'avant les élections n'ont plus cours.

Déjà, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans la sidérurgie, le textile dans les services publics.

Moins que jamais, il n'y a de perspectives d'emploi pour les jeunes au sortir de l'école, pour les femmes, systématiquement encouragées à rester au foyer, pour les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et pour les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les mesures sont prises pour que des milliers de paysans continuent, chaque année, à être chassés de leurs terres.

— Ils promettent quelques miettes et l'ouverture sociale. Mais leur politique de fond, c'est la compression, le blocage des salaires. Et déjà, un nouveau train de hausses des prix est entré en application.

— Plus que jamais, la course au profit va continuer à assassiner, chaque jour, au chantier et à l'usine, à provoquer, chaque année, plus d'un million d'accidents du travail, à faire mourir des milliers de travailleurs de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues.

— Plus que jamais, notre cadre de vie va se détériorer. Temps de transport interminables, logements exigus. Ces responsables de la marée noire sont prêts à laisser se développer les pollutions de toutes sortes secrétées par le capitalisme. Avec le patron du CEA comme ministre, les projets irresponsables, dans le domaine électronucléaire, menacent plus que jamais la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Pour imposer l'austérité, ils entendent s'attaquer aux libertés politiques : restriction du droit d'affichage, extension de l'ilotage, inculpation des responsables grévistes, attaques policières contre les usines occupées, répression des manifestations, expulsions de militants étrangers et de réfugiés politiques. Ils développent la collaboration avec la police et la justice de Schmidt et les autres polices européennes.

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE DISCRÉDITÉE

Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux super-puissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives com-

me dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus « DOM-TOM ».

L'envoi de troupes françaises au Liban, sous couvert de l'ONU, est une menace contre la Résistance palestinienne.

Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

Giscard a momentanément raffermi quelque peu ses positions. Mais il n'est pas en mesure de les stabiliser, dans l'immédiat, en réalisant cette entente avec la social-démocratie dont il rêve depuis 1974. La coalition gouvernementale reste divisée et redoute le troisième tour social : celui des luttes.

Car la défaite de la gauche, ce n'est pas la défaite des travailleurs.

LA DÉFAITE DE LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA DÉFAITE DES TRAVAILLEURS

Si le Programme commun, présenté depuis six ans comme la réponse à nos aspirations, est mort, c'est qu'il s'est révélé comme un compromis de façade : d'un côté, le PS cherchait à réaménager le capitalisme pour mieux gérer la crise et mieux appliquer l'austérité ; de l'autre, le PCF voulait obtenir le maximum de nationalisations et de ministres pour, une fois installé, aux postes de commande, tenter d'imposer un régime capitaliste bureaucratique d'État.

L'Union de la gauche s'est disloquée : l'accord électoral du 13 mars a montré que le seul point d'accord entre les partis de gauche, c'était leur mépris des masses et leur volonté d'arriver chacun au pouvoir pour en évincer l'autre, le moment venu.

Ni le PS ni le PCF n'ont, pour le moment, de perspectives crédibles à offrir.

Le PS n'a pas viré à droite. Il n'a jamais cessé d'être un parti de la bourgeoisie. Il se divise et hésite maintenant : va-t-il conserver un semblant d'Union de la gauche en attendant 1981 ? Va-t-il s'orienter vers la formation d'une coalition avec Giscard ?

Pour le PCF, l'échec de mars 1978, c'est l'échec d'au moins quinze années de stratégie d'Union de la gauche, alors que Marchais continue à déclarer qu'il n'a aucune autre stratégie de rechange. Nombre de militants du PCF s'interrogent et se demandent, à juste titre, si ce parti n'est pas devenu complètement étranger aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

A quoi a servi cette stratégie ? A freiner, à morceler nos luttes, parce qu'il fallait attendre 1973, attendre 1978. A laisser passer, sans riposte conséquente, les plans d'austérité de la bourgeoisie et les mesures répressives qui les ont accompagnés. Non, décidément, il n'y a rien à attendre de ces partis, qu'ils arrivent ou non à replâtrer leur désunion.

Les élections, dans ce système, n'ont jamais rien changé pour les travailleurs. C'est seulement par la lutte, par de grands mouvements comme en 1936 ou en 1968 que les travailleurs ont pu faire reculer la bourgeoisie.

La seule issue, c'est la voie de la lutte. Il faut nous préparer à des luttes d'ampleur, et pour cela, nous organiser de façon autonome par rapport aux partis de gauche :

Sans attendre 1981. Sans attendre 1983. Sans attendre un an pour exiger le SMIC à 2 500 F. Sans faire aucune confiance à la politique contractuelle que le gouvernement voudrait mettre en place avec les syndicats.

S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT DES PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE

Comment s'organiser ? Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décentes pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire de poursuivre les premiers pas déjà accomplis dans la constitution de cette force et de développer les initiatives en ce sens.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à nouveau à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer et éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— Construire une force de plus en plus capable d'organiser et de consolider le mouvement révolutionnaire des masses.

Mais l'horizon de nos luttes ne peut en rester là. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

ABATTRE LE CAPITALISME

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'État bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*.

• Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

• Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.



Projet de plate-forme revendicative

I - DÉVELOPPONS NOS DROITS POLITIQUES

— Extension des droits des travailleurs dans l'entreprise : suppression du lock-out, reconnaissance du droit d'occupation, interdiction de toute sanction pour cause de grève ou pour motif politique, reconnaissance du droit d'organisation politique dans l'entreprise.

— Abolition de toutes les restrictions actuelles au droit de manifestation populaire : loi anti-casseurs, procédure de flagrants délits, mesures d'interdictions...

— Egalité des droits entre Français et Immigrés ; abrogation des mesures Stoléro ; carte de séjour permanente ; interdiction des expulsions de travailleurs immigrés.

— Droit effectif de réunion, notamment par l'ouverture, à titre gratuit, de salles de réunion publiques à toutes

les associations de travailleurs et associations populaires constituées.

— Droit effectif pour les organisations et associations populaires et les travailleurs en lutte de s'exprimer librement dans la presse locale et nationale, à la télévision et à la radio. Abrogation du monopole de la télévision et de la radio, et droit aux radios libres.

— Interdiction de tout fichier politique, dissolution des brigades spéciales et des CRS, révocation des policiers convaincus de sévices.

— Application effective du droit d'asile politique et interdiction des extraditions pour toute personne du peuple.

II - IMPOSONS NOS REVENDICATIONS, DÉVELOPPONS NOS DROITS SYNDICAUX

1 - Luttons sans plus tarder :

Contre le chômage

- Pas un seul licenciement. Du travail pour tous !
- Nous voulons vivre et travailler au pays.
- Paiement intégral des jours et heures chômés.
- Embauche définitive des auxiliaires, stagiaires Barre et hors-statuts (et des intérimaires qui le demandent).
- Abrogation des mesures discriminatoires et policières contre les chômeurs.
- Indemnisations des jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi ; les 90 % pour tout travailleur licencié.

Pour un salaire décent

- Le SMIC à 2 500 F évoluant en fonction des budgets-types syndicaux et des luttes des travailleurs.
- Augmentation uniforme des salaires.
- A travail égal, salaire égal : simplification des classifications, réduction des écarts hiérarchiques et intégration des primes au salaire (au taux le plus élevé).

Pour nos conditions de travail

- Application effective des 40 h tout de suite ; diminution d'horaire sans diminution de salaire : vers les 35 heures.
- 5^e semaine de congés payés.
- 5^e équipe pour les postés.
- Baisse des cadences.

2 - Défendons nos droits, développons nos outils de lutte :

- Dissolution des officines patronales et «syndicats-maison», du genre CFT-CSL !
- Luttons pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti bourgeois, pour faire des syndicats un instrument de contestation et de lutte de tous les travailleurs !
- Libre exercice du droit syndical et application effective de la loi de décembre 68 sur son extension à l'entreprise ; heure d'information syndicale payée (prise sur le temps de travail).

— Des droits égaux pour tous les travailleurs : pas de discrimination de condition (Français-immigrés, hommes-femmes, jeunes ou non); ni de statut (secteur public ou privé, travailleur titulaire ou non).

— Droit de veto des délégués Hygiène et Sécurité sur tout ce qui engage la vie et la santé des travailleurs : arrêt du travail quand la sécurité est en jeu !

III - UNITÉ DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA CAMPAGNE

1 - La terre à ceux qui travaillent

— Non à l'exode et à la désertification. Travailler, vivre et lutter au pays.

— Non aux cumulards. Réappropriation des terres appartenant à des personnes qui ne les cultivent pas.

— Non aux expulsions des petits et moyens fermiers et métayers ; non aux expropriations par l'Etat, les trusts et les propriétaires fonciers.

— Abrogation de la surface minimum d'installation (S.M.I.) qui conduit à l'élimination des petits paysans et des jeunes.

— Baux de fermage de longue durée et baisse des prix des fermages.

Non aux spéculateurs, non à la hausse des prix des terres.

2 - Revenu minimum garanti

— Suppression des contrats individuels avec les firmes agro-alimentaires : contrats collectifs assurant au minimum un revenu équivalent au SMIC. Achat et entretien du matériel à la charge des firmes.

Blocage des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture et à l'élevage.

Non aux primes de quantité et de qualité, non aux ristournes qui avantagent les gros.

— Suppression des plans de développement imposés par le Crédit Agricole.

— Report des annuités pour les paysans qui ne peuvent pas faire face aux effets des calamités naturelles.

Indemnisation immédiate des sinistrés (gel, inondation, sécheresse...).

— Suppression de la taxe de co-responsabilité.

— «Pour les paysans non-intégrés : fixation des prix à la production soumise à quantum».

IV - POUR LA MOBILISATION DES FEMMES DU PEUPLE

Droit à l'emploi pour les femmes !

— Exiger le droit à l'emploi pour les femmes, dans tous les métiers, c'est aller dans le sens de leur émancipation.

— Accès à des postes moins durs (avec maintien du salaire) pour toute femme enceinte qui a un travail particulièrement pénible.

Non, les salaires des travailleuses ne sont pas des salaires d'appoint !

— Pas de discrimination à l'embauche !

— A travail égal, salaire égal !

Non à la double journée !

— Ni les horaires «à la carte», ni les appareils ménagers ne peuvent empêcher qu'aux heures de travail et de transport s'ajoute la charge du foyer.

Exigeons la multiplication des crèches, des haltes-garderies, y compris à la campagne ; l'admission dans les crèches des enfants de chômeurs ; des congés payés pour maladie des enfants pour le père ou la mère.

Non à l'oppression des femmes !

— Mobilisation et répression contre toutes les manifestations sexistes, venant notamment du personnel de direction et d'encadrement.

— Interdiction de tout ce qui concourt à donner de la femme l'image d'un objet sexuel (films, publicité, publications...).

— Dénonciation publique et inculpation des violeurs !

— Droit au divorce réellement libre et gratuit, même lorsqu'il est demandé seulement par la femme.

Contraception et avortement libres et gratuits !

— Abolition de la loi Veil : avortement libre et gratuit, sans restriction d'âge, de nationalité, sans condition de délai ni «clause de conscience».

— Une heure par mois d'information et de visite médicale pour les femmes, sur le lieu de travail et pendant le travail.

V - LA JEUNESSE VEUT ÊTRE MAÎTRESSE DE SON AVENIR

1 - Un emploi pour chaque jeune.

— Dès la sortie de l'école, un emploi pour tous

— Pour les apprentis, le SMIC dès la première année.

Pas d'horaires supérieurs à 40 heures par semaine.

— Plus de contrats à durée limitée : embauche ferme.

— Suppression de la clause «libéré des obligations

militaires» à l'embauche et emploi garanti après le service militaire.

— Pour chaque jeune qui le désire, logement dans un FJT.

— Halte aux exactions policières contre les jeunes.

2 - A l'école

— Abrogation de la réforme Haby.

— Suppression du dossier scolaire.

— Suppression des pré-conseils de classe dans les lycées.

— Liberté de réunion pour les élèves des lycées et collèges ; droit de grève.

— Gratuité complète des fournitures scolaires et sportives.

— Pas d'effectifs supérieurs à 25 par classe.

— Pas de travail dans les ateliers sans sécurité réelle.

— Suppression du travail gratuit (CPA) dans les collèges.

3 - A l'armée.

— Non à l'armée briseuse de grèves.

— Non à l'utilisation de l'armée contre les luttes des peuples.

— Droit de réunion, d'association et d'organisation pour les soldats.

— Affectation la plus proche domicile.

— Augmentation de la solde.

— Utilisation du temps de service à un réel apprentissage militaire.

VI - TRANSFORMER LE CADRE DE VIE

1 - Etre logés et vivre mieux

— Arrêt des saisies et des expulsions.

— Occupation des maisons vides. Attribution des logements vides aux mal-logés.

— Pas de loyer supérieur à 10 % du salaire.

— Blocage des loyers et des charges.

— Pas d'allocation-logement inférieure à 10 % du salaire minimum.

— Report des dettes de loyer pour les chômeurs.

— Rénovation légère sans augmentation de loyer ou relogement des habitants au même loyer selon leur demande.

— Mise à la disposition des écoles primaires et secondaires pour les associations de quartiers afin d'organiser des écoles populaires, groupes culturels et toutes les autres formes d'activité collective.

— Création d'espaces verts, de parcs de loisirs et de sport, en priorité dans les quartiers populaires.

2 - Des transports au service du peuple

— Carte hebdomadaire payée par l'employeur.

— Priorité au développement des transports en commun de qualité, y compris à la campagne.

— Desserte dense et fréquente des quartiers populaires.

— Extension de la carte orange à toutes les grandes villes.

— Transports, logements et édifices publics accessibles aux handicapés.

— Suppression de la vignette.

Lutte effective contre les pollueurs

— Droits pour les ouvriers de l'entreprise et les travailleurs habitant dans la zone qu'elle pollue de mener une étude d'impact, d'obtenir des installations de filtration et de retraitement et, dans les cas où ces techniques n'existent pas, d'arrêter les ateliers polluants.

— Pas un seul licenciement sous prétexte de pollution.

— Contrôle des travailleurs pour toute nouvelle installation industrielle.

— Non au programme électronucléaire de la bourgeoisie !

— Arrêt de tout rejet dangereux dans les fleuves, rivières et mers. Détournement des super-pétroliers loin des côtes.

Une médecine pour nous soigner

— Blocage des cotisations ouvrières à la Sécurité sociale.

— Extension du tiers payant et mesures vers la gratuité.

— Suppression du délai de carence pour arrêt maladie.

— Reconnaissance de toutes les maladies professionnelles.

— Suppression immédiate des milices médicales type Sécurex ou service de contrôle patronal.

— Refus de tout internement psychiatrique d'office et arbitraire. Abrogation de la loi de 1848.

— Non au ghetto pour les handicapés ! Suppression des ateliers protégés. Insertion des handicapés dans la vie sociale.

— Large information sur la toxicité des produits industriels manipulés.

Du Comité de Thionville

Depuis la fin de la campagne électorale, les comités de Thionville, Longvilly, Forbach, Nancy ont consacré une part importante de leur activité au développement du mouvement d'opposition au projet de centrale à Cattenom (près de Thionville).

Le 4 juin, un rassemblement s'est tenu près du site, avec forums et marche symbolique, regroupant 3 000 personnes. Le comité UOP est membre du Collectif international mis en place en avril, avec diverses associations écologistes, collectifs anti-nucléaires de la région ainsi que du Luxembourg et d'Allemagne. Au cours du rassemble-

ment, nous avons animé un forum sur la pollution qui se tenait avec un représentant du comité anti-marée noire de Brest.

Cette mobilisation, malgré ses faiblesses et en particulier la trop faible place laissée aux forums, a permis de relancer le mouvement d'opposition à la centrale.

Pour développer ce mouvement, et l'enraciner dans les couches populaires et en particulier dans la classe ouvrière, l'UOP a proposé qu'une plateforme commune soit élaborée par la

Coordination, précisant le sens de la lutte. Le débat a permis de faire l'unanimité des différentes composantes de la Coordination sur cet appel, destiné à être largement diffusé et à servir de base pour la création de comités larges dans les localités ou quartiers.

Cette lutte contre le projet de Cattenom a déjà permis aujourd'hui que divers mouvements qui ne se reconnaissent ni dans les projets de la droite, ni dans ceux de la gauche unissent leurs efforts, se connaissent mieux et constituent une force d'initiative.

Appel à la création de Comités contre la centrale de Cattenom

La Coordination régionale et internationale contre la Centrale de Cattenom appelle à la création dans chaque localité de Lorraine de comités larges, unitaires, rassemblant tous ceux qui sont en accord avec le projet de plateforme suivant. Ce projet sera discuté, modifié par les comités constitués pour établir une plateforme définitive.

1. Nous refusons le projet de Centrale à Cattenom pour les raisons suivantes :

dangers résultant des rejets radioactifs dans l'atmosphère et dans la Moselle, en cours de fonctionnement normal de la Centrale.

dangers résultant du transport et de l'accumulation des déchets, dont le traitement n'est absolument pas résolu techniquement.

dangers liés à un accident toujours possible, comme le montrent les nombreux accidents survenus dans le monde dans des centrales ou usines de retraitement.

dangers pour les travailleurs du nucléaire, exposés aux radiations, et dont la sécurité passe au second plan, derrière la production.

atteintes à l'environnement par la construction de barrages (Pierre Percée et autres projets), par l'échauf-

fement des eaux, et la présence de brouillard

chômage accru dans notre région par le ralentissement ou la fermeture des centrales existantes (HBL, Richefont ou EDF) et la poursuite de la récession dans les mines de charbon.

réduction des terrains agricoles et aggravation de l'exode des paysans.

2. Nous refusons le changement au chômage.

Les travailleurs et la population n'ont pas à choisir entre le chômage et les dangers liés à la Centrale.

Notre région subit déjà lourdement les méfaits du chômage, les licenciements, l'avenir bouché pour la jeunesse. Le projet de Centrale n'y changerait rien, puisqu'il créerait tout au plus quelques centaines d'emplois, avec un personnel pour l'essentiel extérieur à la région. En même temps, la construction de la Centrale et le développement du programme nucléaire s'accompagneraient de la suppression de milliers d'emplois dans les centrales existantes et les mines de charbon (...)

3. Nous refusons Cattenom et tout le programme de centrales nucléaires. L'insécurité, les dangers de pol-

lution, les atteintes à l'environnement existent pour tous les autres sites. Et le refus de Cattenom-nucléaire ne doit pas se faire au détriment d'une autre région où la population subirait des dangers semblables.

C'est donc tout le programme électro-nucléaire que nous refusons.

Nous exigeons l'arrêt total de ce programme électro-nucléaire.

Et ceci, pour le moins, tant que la question de la sécurité des centrales et du traitement des déchets n'est pas résolue.

Et, pour cela, nous ne pouvons nous en remettre à des experts, ou soi-disant tels ; le rôle des scientifiques dans le débat sur le nucléaire ne peut être que de donner aux travailleurs et aux populations tous les éléments de connaissance et d'appréciation.

La question de la sécurité est le préalable à toute utilisation de l'énergie électro-nucléaire.

Mais, par ailleurs, nous refusons le faux choix : centrales nucléaires ou retour à la bougie.

En effet, il faut tenir compte de l'utilisation possible d'autres ressources énergétiques, existantes

— par l'exploitation des matières premières dont dispose notre pays — ou à développer, comme les « énergies nouvelles » (géothermie, solaire...). Il faut tenir compte également de la possibilité de supprimer les énormes gaspillages d'énergie, qui nous sont imposés aujourd'hui.

Les comités contre la Centrale de Cattenom se fixent comme objectifs :

d'informer très largement la population, les travailleurs sur les raisons et les dangers du projet de Cattenom et du programme électro-nucléaire.

de faire la jonction avec les travailleurs qui luttent pour leur emploi, et contre l'insécurité dans les usines et mines de notre région.

de rassembler tous ceux qui dans les villages et les quartiers s'opposent au projet de centrale.

de coordonner leurs efforts et de mener des actions de masse pour imposer l'arrêt immédiat et total du projet de Cattenom.

Adresse de la Coordination :
J.P. HUN
10 rue Simon Mondelange

NOTES D'ETE... BLOC NOTES D'ETE... BLOC NOTES D'ETE.

Pas de grandes initiatives ou de très grands rassemblements cet été, comme il y en avait eu l'an dernier à Malville par exemple. Des projets plus éclatés, permettant peut-être une plus grande qualité dans le débat local, mais n'offrant pas néanmoins les mêmes possibilités d'échanges larges, la confrontation d'expériences très diverses sur toute la France.

● Dans le domaine de la lutte contre l'implantation de centrales nucléaires, presque pas donc de manifestations d'ampleur : à Nogent-sur-Seine, le samedi 22 juillet, c'est une journée de mobilisation essentiellement locale qui se tient. C'est à Flamanville (Manche) qu'aura lieu sans doute l'initiative numériquement la plus importante, puisque, à l'appel du CRILAN, deux journées de forums et de manifestations sont prévues les 21 et 22 août.

Néanmoins, à noter deux initiatives intéressantes :

À proximité de Malville, pour être plus précis sur la RN 75 entre Lancin

et Montalieu, à Poleyrieu, il est possible de camper sur un terrain où est prévue l'édification d'une maison autonome, lieu de débat, avec notamment présentation d'appareils fonctionnant à l'énergie douce. Dans tout le secteur, exposition itinérante, projections, montage. L'accueil se fait sur place.

Au Pellerin (44) du 13 juillet au 16 août 78, à 2 et 3 kilomètres de Chaix et du Pellerin, en liaison avec les agriculteurs et les habitants du coin, «Zone Verte» avec camping sur des parcelles équipées aussi d'appareils fonctionnant à l'énergie douce. L'animation a été prévue avec des associations ou clubs sportifs locaux (piscine, canoë, pêche, équitation, soirées, débats), de même que des possibilités de garde pour les gosses. L'accueil s'effectue à «La Rotonde», l'itinéraire d'accès est fléché, le camping gratuit.

● Du côté des paysans, à noter qu'au Larzac, deux journées d'animation sont prévues sur le plateau les 14 et 15 août.

● Dans l'Ouest, le comité de liaison contre les expulsions (Pays de Loire, Bretagne, Normandie) prépare activement pour le 3 septembre un rassemblement à Pezé le Robert, dans la Sarthe, non loin de Sallé le Guillaume. Le rassemblement aura lieu dans une ferme de Vautortes, appartenant à une famille menacée, la famille Saintot. De 10 h à 18 h, stands, animation, musique et forums sont prévus. Le film «La reprise abusive» sera projeté.

● Sur la route des congés, de nombreuses usines en lutte sont ouvertes : À Fougères (35) les Réo continuent à vendre des chaussures, (rue des frères Deveria), à Besançon, les Lip vendent toujours leurs montres (route de Palente), à Mulhouse, les travailleurs de Schlumpf font visiter leur musée, confisqué au patron (route de Colmar : ouvert l'après-midi sauf le lundi). Dans toutes ces usines, des expos font le point sur ces longs conflits pour l'emploi.

A propos d'un projet de rassemblement en Bretagne

A la fin du mois de juin, l'Union Ouvrière et Populaire a proposé largement que se tienne, à proximité des côtes touchées par la catastrophe de l'Amoco Cadiz et du site probable d'une centrale nucléaire (Ploumoguier), un ou plusieurs rassemblement sur le thème «Contre toutes les marées noires du capitalisme». Ces rassemblement auraient pu à la fois déboucher sur un «procès des pollueurs», condamnant la politique actuelle en matière d'environnement et situant les responsabilités précises de la marée noire, constituer un moyen d'échange des expériences entre des secteurs de lutte se connaissant peu ou mal, un moyen parmi d'autres de préparer les luttes populaires de la rentrée.

A cet effet, des contacts avaient commencé à être pris avec diverses associations locales, (Amis de la Terre, Confédération syndicale du Cadre de Vie, UFC Que Choisir, Comité de Marins Tonnerre de Brest, groupe théâtral de la maison pour tous de Brest Bellevue, ... Comités anti-marée noire, etc.). Ces

premières rencontres pouvaient donner à penser, qu'indépendamment des questions concrètes d'organisation à régler par la suite, on parviendrait à s'entendre sur la principe de l'initiative, qui paraissait largement positif et de nature à prolonger utilement les mobilisations antérieures. De même, dans plusieurs régions, des associations extrêmement diverses avaient fait connaître leur intérêt pour le projet.

Malheureusement, cette initiative n'aura pas lieu : s'appuyant sur la crainte au demeurant légitime, si l'on examine des expériences antérieures, de voir des luttes locales confisquées ou dénaturées par des pratiques manipulatoires ou des querelles de boutiques, un certain nombre de militants appartenant à des formations politiques très diverses ont insisté en coulisses auprès de quelques unes des associations locales pour que finalement, elles ne participent pas à la réalisation du projet. Plus surprenant encore a été un des arguments employés selon lequel la présence

de travailleurs ou plus généralement de la population bretonne, risquait d'être faible dans le cadre d'un rassemblement de ce type.

Il était parfaitement normal que tous ces problèmes soient posés, discutés, examinés concrètement : ce qui est lamentable, c'est que certains de ces militants aient poussé le sectarisme jusqu'à ne pas participer à des réunions de travail qu'ils avaient eux-mêmes convoquées, et où précisément il aurait été possible de lever les préjugés, d'apporter les garanties souhaitées, de régler une à une les questions soulevées.

En tout état de cause, l'UOP a donc évidemment retiré sa proposition initiale et fait savoir que, pour le cas où une initiative locale serait malgré tout décidée, elle la soutiendrait en la faisant connaître largement.

On ne peut cependant que déplorer ces pratiques qui, au demeurant nuisent avant tout à la lutte contre les conséquences de la marée noire en Bretagne.

CES FEMMES QUI SE LIBERENT DE MOULINEX

A la mi-juin, la grève avec occupation éclate chez Moulinex, à Caen. Une usine perdue dans les champs, à la lisière d'un petit village, Cormelles le Royal. Juste en face, les usines Citroën, la honte de la région, avec son encadrement fasciste. Chez Moulinex, une majorité de femmes, pour la plupart O.S. Elles viennent de la campagne, parfois de plus de 30 km. Beaucoup sont jeunes, elles n'ont pas toutes vécu la grève de 74, qui reste un point de référence.

A cette époque, les filles, surtout les plus jeunes, avaient eu toutes les peines du monde à participer à la grève. Il n'était pas rare de voir les parents, rouges de colère, venir chercher leur fille au piquet, ou la poursuivre en mobylette pour l'empêcher d'y venir.

Cette fois, les choses ont quand même changé. Pas mal d'ouvrières sont mariées à des gars de la Saviem, qui savent en général ce que c'est que lutter ! Pourtant, malgré ces avancées, les femmes de Moulinex, qui constituent la force de la grève, ont connu plus d'une difficulté.

Pour se mettre en grève et décider l'occupation, il n'y a pas eu d'hésitation. Les O.P. (des hommes) qui avaient démarré les débrayages, n'ont pas eu de peine à les convaincre qu'il fallait étendre le mouvement. Elles sont même allées plus loin, en imposant l'occupation, au lieu de poursuivre les débrayages. Il faut dire qu'elles en avaient plus qu'assez : les O.S. gagnent souvent moins de 2 000 F et chez Moulinex, à Caen, 80 % du personnel gagne moins de 2 500 F. Et il faut voir le travail qu'elles font : la chaîne, ou les presses, avec ici un bruit infernal, là de l'huile partout, les mains qui se couvrent de plaques rouges. Avec en prime des feuilles de paie incompréhensibles, des différences importantes et sans raison. Pour les encadrer, une maîtrise fasciste, composée d'anciens militaires et de flics, qui fait régner la terreur à coup de menaces de mises à pied, de noms marqués à l'encre rouge, et qui



affiche un profond mépris. « Ici, on n'est responsables, on n'est qualifiées, que quand on a fait une erreur. Pour le coeff, pour la paie, on est toujours des O.S. ».

C'est pourquoi, aux dires des ouvriers de la boîte eux-mêmes, elles étaient les plus décidées, les plus combatives, que ce soit dans les manifestations, ou dans les coups

durs. Quand les cadres fascistes ont attaqué, envoyant plusieurs d'entre elles à l'hôpital, dont une gravement blessée à la cheville, elles voulaient administrer une sévère râclée au commando. A ce moment là, des gars de la Saviem étaient venus à la rescousse, pour les y aider. Mais les permanents syndicaux s'y sont opposés, en invoquant le prétexte que les gars de la Saviem étaient extérieurs ! Ils sont même allés plus loin, puisqu'en douce, ils ont fait sortir discrètement le commando !

Ces faits scandaleux, elle ne les ont pas encore avalés. Tout comme bien d'autres. Par exemple, le fait que des délégués aient fait reprendre le travail sans vote, en rentrant eux mêmes les premiers, malgré la présence des flics ! Et elles se posent des questions : «Comment se fait-il que nous n'arrivons pas à nous faire entendre ? Même les femmes déléguées, ou les jeunes délégués hommes, n'arrivent pas à faire valoir leur point de vue, alors qu'ils ont raison !».

Les propositions faites par les femmes, pendant la grève, n'avaient qu'un seul objectif : donner à tous les grévistes davantage de moyens pour gagner. C'est pour cela qu'elles ont pensé garder les gosses ensemble, comme beaucoup de femmes venaient à l'usine avec leurs gamins au début. Ça n'a pas pu se faire : raison invoquée, c'est dangereux d'avoir les petits ici, en cas d'intervention des flics. Elles sont persuadées qu'on aurait pu trouver un endroit, et que ce n'est pas là le fond du problème. Même chose pour les repas sur place, qu'elles avaient commencé à prendre en mains. Ça permettait qu'à l'heure du repas, le maximum de grévistes reste, au lieu de rentrer chez eux, à 15 ou 30 km d'ici, et de ne plus revenir. «Ça permettait de discuter davantage, d'animer la lutte. On nous a engueulées, en nous disant que ce n'était pas le travail des syndicalistes !» Ce qu'elles voyaient, elles, c'est que ça favorisait la lutte, que ce soit ou pas le travail des syndicalistes.

A partir de ces expériences négatives pour la lutte, elles ont commencé à réfléchir, par petits groupes, sur le genre de syndicat dont on avait besoin pour gagner. Un syndicat où seulement quelques uns prennent les choses en mains, et décident de tout, où un syndicat qui fasse participer le maximum d'ouvriers et d'ouvrières, selon ses moyens ? Certaines ont commencé à parler de se regrouper pour débattre de toutes ces questions, qu'on peut difficilement régler jusqu'au tout simplement pendant une grève. Il y avait des commissions syndicales, après la grève de 74. Elles ont été

supprimées depuis, et il n'y a plus qu'un bureau, où il est bien difficile de mener la bagarre. Et c'est un problème qui ne concerne pas les seules syndiquées. Alors, quelle forme de regroupement ? Ce n'est pas encore décidé. Mais c'est ressenti comme une nécessité, pour arriver à avoir un poids dans les décisions, pour faire des propositions qui soient enfin acceptées. Car elles voient bien que si, en tant que femmes, elles sont mises à l'écart parce qu'elles ont des difficultés à aller aux réunions, les jeunes O.S. hommes

ont aussi du mal à faire admettre leur point de vue, sous prétexte qu'ils ne connaissent pas comment ça tourne. «Pourtant on représente la majorité, et on est nombreuses à se poser ces questions, mais on est encore éparpillées. C'est ce qui fait notre faiblesse, parce qu'on n'a pas encore les moyens de faire des propositions pour contrer ce qui va à l'encontre de la lutte, à chaque fois qu'il le faudrait. Mais pas question de baisser les bras, de désertter ! Cela ferait trop plaisir à ceux qui nous tiennent à l'écart !».

MOULINEX... LIBÈRE... LA FEMME !

«Tu sais ce qu'on est en train de fabriquer, maintenant ? Des ramasse-miettes à piles. Ma parole, c'est complètement idiot. Il y a des tas d'autres gadgets du même genre. Et pour les choses vraiment utiles, ça devient d'une qualité dégueulasse, il n'y a plus que l'apparence qui compte. Au début, l'axe du moteur était en cuivre. Maintenant, il est en alliage, seulement avec du cuivre plaqué autour ! Il y a des expériences, sans arrêt, pour diminuer la qualité des résistances. Si elles tiennent trop, on baisse la grosseur, on est dégoûtées par ce qu'on fabrique».

EN AVOIR.... OU PAS....

«Ici, quand une femme est enceinte, elle a toutes les peines du monde pour avoir une place assise. Elle a quelques pauses variables d'un atelier à l'autre, et elle sort 5 minutes avant... pour ne pas être bousculée !... Et on vient nous parler de nous donner 2 semaines de congé maternité en plus ! Quand on voit comment on travaille ici, c'est pas ça qui va changer grand chose ! C'est pourtant de ce côté qu'il faudrait voir, et du côté des salaires. Ces 2 semaines, c'est leur politique nataliste ! Et ils disent que si en France il n'y a pas plus de gamins, c'est parce qu'on est trop riches ! Tu en connais beaucoup, toi, des ouvrières qui n'ont pas de gamins parce qu'elles sont trop riches ! Moi j'en connais beaucoup qui voudraient bien en avoir un de plus, et qui n'ont pas les moyens de les élever, et qui devraient s'arrêter de travailler si elles en avaient un de plus. C'est ça qu'ils veulent : qu'on disparaisse du marché du travail. Parce que leur salade sur le fait qu'on n'aurait plus assez de bras en telle année, ça nous fait rire, avec le nombre de chômeurs qu'il y a.»

DE LA COORDINATION DES COMITES UOP DE LYON

PREMIER BILAN DES LUTTES SUR LA REGION

Pour débattre des leçons et de la préparation des luttes, des revendications ouvrières, des formes de lutte et de leur coordination, du soutien aux luttes et de la construction de l'unité populaire, la coordination lyonnaise de

l'UOP a organisé les 28, 29 et 30 juin des réunions à Villeurbanne, à la Croix Rousse et à Vénissieux

LES LUTTES SONT PARTIES DE LA BASE

A partir de la projection d'un montage sur la lutte de Renault, c'est une

quarantaine de travailleurs en moyenne qui se sont retrouvés pour débattre dans chacune de ces trois réunions. Des syndicalistes et des travailleurs de nombreuses entreprises lyonnaises étaient présents : Berliet, Paris Rhône, Delle, CGEE, Câbles de Lyon, Brandt, SNAV, CAIor, Sigma, Diesel... de la Chimie, des PTT, de la Santé, etc.

Les débats ont montré qu'aujourd'hui nous entrons dans une nouvelle période. Les élections sont passées, le programme commun est défunt, mais les vrais problèmes demeurent pour les travailleurs : une seule voie la lutte. C'est cette voie que ceux de Renault, de Berliet et de nombreuses entreprises ont affirmée. Voici quelques éléments des débats qui ont eu lieu dans chacune des réunions.

«Dans chaque cas, les luttes sont parties de la base, profitant parfois de débrayages ponctuels ou de journées d'action pour étendre le conflit. Surtout les travailleurs ont marqué leur volonté de contrôler eux-mêmes leurs luttes» affirme un camarade qui ouvre le débat à la Croix Rousse.

À Berliet Feuillat, raconte un camarade, la combativité était très grande, beaucoup plus forte qu'en 68. Il y avait 80 % de grévistes.

Nous avons élu des délégués d'atelier pendant la grève ce qui permettait un contrôle beaucoup plus grand des travailleurs sur la conduite de la grève.

Ainsi des travailleurs ont participé aux négociations avec les délégués syndicaux : ils ont pu faire l'expérience directe de la difficulté des négociations, de la rouerie et de la démagogie des patrons, et que seul le rapport de forces permettrait de faire céder les patrons, que la négociation à froid n'apportait rien.

L'UNITE DANS LA LUTTE

Les travailleurs étaient très sensibles sur la question de l'unité : en particulier, ils ont su faire échec aux tentatives de certains délégués pour entamer les négociations atelier par atelier :

«Nous sommes ensemble dans la lutte, c'est pour les revendications de tous que nous nous battons» affirmaient de nombreux travailleurs.

Vis-à-vis des non-grévistes, la division aussi a été surmontée, préparant une plus grande unité pour les prochaines luttes. *«Face à la direction qui a entraîné les délégués au tribunal pour «entrave à la sacro-sainte liberté du travail», les non-grévistes ont signé des lettres, photocopies des cartes d'identité à l'appui, pour soutenir les grévistes devant le tribunal.»*

La participation d'une centaine de travailleurs au tribunal a été l'occasion

de nombreuses réflexions sur la nature de la justice : «C'est la justice des riches» affirment les travailleurs entendant le juge condamner des chômeurs qui avaient plusieurs mois de loyer en retard.

Après le tribunal, les travailleurs sont repartis en manifestation vers l'entreprise. Et lorsque ceux de Berliet Vénissieux les ont quittés, ils ont scandé «Ce n'est qu'un au revoir» affirmant ainsi que lors des prochaines luttes, c'est ensemble qu'ils gagneront.



GRUNDIG

A Villeurbanne, un camarade est intervenu pour parler de la lutte à Grundig.

La lutte a démarré au siège central à Paris. Faute de moyens d'informations dans les agences disséminées en province, la lutte est restée ignorée une semaine. Quand les tracts sont arrivés dans l'Agence de Saint Priest (banlieue de Lyon), les gars se sont mobilisés, sont entrés en contact avec les autres agences. Les revendications étaient 300 F pour tous, 150 F pour les hauts salaires et revalorisation de la prime de vacances.

Pour ces revendications, tous les employés se sont mis en grève le lundi après-midi pour peser sur les négociations qui devaient avoir lieu.

Les négociations ont donné 200 F pour tous, et 200 F de plus pour la prime de vacances.

Les employés ont repris le travail, estimant avoir remporté une victoire et surtout bien décidés à ne plus se laisser faire. C'est la première fois qu'il y avait une grève dans cette boîte.

Après cette journée de discussions, une section syndicale s'est formée : 15 adhérents à la CFDT sur 20 employés.

A VENISSIEUX

À Vénissieux, un camarade de l'entreprise Fougerolles qui construit la centrale de Creys Malville est venu témoigner de la lutte qu'ont menée les travailleurs du chantier du 8 mai au 28 juin.

Ils n'ont obtenu qu'une partie des revendications avancées. Si les travailleurs ont le sentiment d'avoir lutté pour affirmer leur dignité, beaucoup pensent que le résultat de 8 semaines de luttes est médiocre. Non seulement, il a fallu affronter les flics, mais il a fallu faire face à l'intransigeance du patron, qui, aujourd'hui manœuvre : après avoir transformé les licenciements en mises à pied, de quatre travailleurs dont des délégués CFDT le patron cherche à se débarrasser des ouvriers les plus combatifs.

Nombreux sont les travailleurs qui accusent la CGT de les avoir trahis. Dès le 24 mai, suite à une première négociation, la CGT qui avait jugé les propositions de la direction satisfaisante a abandonné la grève contre l'avis de la majorité des ouvriers.

Dans la bagarre entre grévistes et «non-grévistes» montés par le patron, les délégués CGT s'y sont joints : «Ils étaient les premiers à nous attaquer» disent les travailleurs. Mais la CGT s'est aussi jointe au concert des calomnies de la direction à l'égard de certains leaders de la lutte. S'appuyant sur le fait que la CFDT est contre le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie, certains sont accusés de : «Toucher de l'argent de la part des écologistes ; d'avoir été présents à la manifestation du 30, 31 juillet 77 et par là même de vouloir arrêter la centrale et ainsi d'enlever le pain de la bouche aux ouvriers».

La CGT s'est jointe à la direction qui demande le licenciement de 4 ouvriers, espérant ainsi exclure la CFDT du chantier et être la seule à occuper le terrain.

Pour poursuivre le bilan, une réunion des ouvriers est prévue, pour permettre de mieux cerner les obstacles au fait qu'ils n'ont pas réussi à faire participer la majorité des travailleurs jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications, de mieux voir leurs propres insuffisances et de réfléchir à la manière dont ils ont mené la popularisation.

À la suite de ces réunions, nous avons décidé, comme nous l'avions fait pour la marée noire, de préparer un dossier traçant le bilan des luttes qui se sont déroulées sur la région : Berliet Feuillat, le Métro, Aigles, Fougerolles, etc.



OU EN EST LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA ?

Depuis février 1975, les résidents des foyers Sonacotra luttent contre les conditions d'exploitation dans le logement. Ils font la grève des loyers pour protester contre les prix exorbitants et les règlements intérieurs.

Non aux foyers prisons !

Les résidents paient 300 F chaque mois pour une chambre de 6,5 m². Ces foyers sont construits avec leur argent : celui du Fonds d'Action Sociale (F.A.S. qui collecte l'argent des allocations familiales non versées aux familles des travailleurs immigrés). Les foyers sont peu entretenus, démunis de cantines. Les matériaux de construction sont facilement inflammables. Quant aux règlements intérieurs ils interdisent les visites, les réunions. Il n'y a pas de salles communes construites. Les gérants (généralement d'anciens cadres de l'armée) font régner une répression constante en délivrant

des chambres à qui leur plaît, menaçant les résidents de l'expulsion s'ils ne se soumettent pas ; ils divisent les résidents par nationalité.

Contre cette exploitation, les résidents ont organisé leur lutte en élisant dans chaque foyer en grève, des délégués qui les représentent au Comité de Coordination National et en établissant une plate forme revendicative de lutte. Le Comité de Coordination représente les travailleurs de 24 nationalités différentes, organisées dans les foyers autour de leurs revendications :

- baisse de 100 F et blocage des loyers
- Suppression des règlements intérieurs et renvoi des gérants racistes.
- reconnaissance des Comités de Résidents et du Comité de Coordination
- c'est aux résidents de décider du fonctionnement de leur foyer.
- non aux expulsions, aux saisies-arrêts sur salaires.

Le gouvernement contre la lutte

Alors que la grève se développait, le gouvernement emploie la répression et la division :

- en avril 1976 : expulsion hors de France de 18 délégués
- saisies-arrêts sur salaires
- tentatives de négociation foyer par foyer

Mais ces mesures n'ont fait que renforcer la mobilisation des résidents. 15 000 manifestants ont permis le retour de 14 délégués expulsés. (À ce moment-là, une quarantaine de foyers étaient déjà en grève).

Quel soutien ?

Des comités existent dans les foyers, ils regroupent des travailleurs français,

qui organisent le soutien sous le contrôle des délégués.

Les directions syndicales n'appellent jamais à participer aux manifestations organisées par le Comité de Coordination, mais la direction CGT a essayé par contre, de récupérer la lutte à son profit, en négociant par-dessus le Comité de Coordination, et reprenant les mesures de division du gouvernement en voulant négocier foyer par foyer.

Alors que la lutte des résidents veut être une lutte autonome : elle accepte tout soutien, comme elle l'explique dans sa plate forme, celui-ci est en accord avec les revendications des résidents et s'il reconnaît le Comité de Coordination comme seul et unique représentant des résidents.

A bas les mesures Stoléru !

En octobre 1977, le gouvernement qui détient 55 % du capital de la Sonacotra, et cherche à rendre les travailleurs immigrés responsables de la crise, publie la circulaire Stoléru :

— plus aucun travailleur immigré ne pourra faire venir sa famille
— tout travailleur immigré sera « encouragé » à retourner chez lui avec un million. (Ce qui est une escroquerie : cette somme est bien inférieure à celle que représente la perte des allocations familiales, de chômage, les versements effectués pour la retraite et le bénéfice de la sécurité sociale qu'ont payés les travailleurs immigrés ou qui leur sont dûs.

Le Comité de Coordination a riposté en organisant une manifestation le 19 novembre 1977, qui a regroupé 9 000 personnes. Et malgré ces mesures, malgré les attentats racistes (25 agressions et attentats entre octobre 1977 et avril 1978) le nombre des foyers en grève a énormément grossi. Fin juin 1978, une centaine de foyers étaient en grève, ce qui représente 40 000 grévistes environ.

Juillet 1978 : une nouvelle vague de répression entraîne une nouvelle vague de mobilisation.

Les dernières mesures, contre cette intense mobilisation sont :

1) Pour faire passer l'augmentation des loyers prévue en juillet, une proposition est faite aux résidents d'Aide Transitoire au Logement, et d'Aide

Personnalisée au Logement. (Proposition de la CGT à la Sonacotra). Cette proposition attaque surtout l'unité de s résidents autour des revendications.

Pour les loyers supérieures à 180 F, l'aide serait progressive (15 à 25 %). En fait, seuls les résidents qui ont des salaires inférieures à 2 150 F, et paient un loyer supérieur à 400 F, bénéficieraient d'une baisse de 100 F du loyer, revendication exigée dans la plate forme pour tous les résidents. Cette aide serait financée une fois de plus par le F.A.S.

NON ! Les résidents refusent cette aumône qui est payée avec leur propre argent.

*Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève des loyers
4 rue de Nanteuil*

2) Une centaine de délégués et résidents combattifs sont convoqués devant les tribunaux d'Instance et assignés à payer des sommes de 2 000 à 10 000 F par personne. Depuis cette dernière mesure, trois nouveaux foyers sont entrés en grève ; la mobilisation est importante et certains procès sont repoussés en octobre, date à laquelle le soutien pourra être encore renforcé.

Aujourd'hui d'autres foyers ADEF, AFTAM, LOGIREP qui n'ont pas le même patron que les foyers Sonacotra envisagent de se mettre en grève. Le Comité de Coordination les soutient.

**Correspondant
Comité Vitry**

Plate-forme revendicative

L'ensemble des foyers SONACOTRA en coordination prennent des décisions communes sur chaque point.

Le Comité de coordination est indépendant de tout parti politique et de toute organisation syndicale.

Le Comité de coordination rejette toute responsabilité sur le retard dans le paiement des loyers, étant donné que c'est la SONACOTRA qui retarde les négociations.

Le Comité réclame le retour immédiat des camarades expulsés dans leur pays d'origine, et l'arrêt de toute procédure judiciaire contre les délégués et les résidents.

Nous réclamons :

1) La reconnaissance par écrit du Comité de coordination et des comités des résidents de chaque foyer.

2) Pour tous les foyers SONACOTRA : que le tarif actuel soit réduit de 100 F et bloqué.

3) Le changement du règlement intérieur et la reconnaissance par la SONACOTRA, et par écrit, des points suivants :

- droit de visite 24 h sur 24 sans différence de sexe*
- droit de réunion et libre expression*
- droit de passer des films avec débat libre et autres activités culturelles*
- interdiction pour tout individu de pénétrer dans les chambres sans l'accord ou la présence du locataire, ou du Comité de résidents en cas de problème grave*
- pas d'expulsion de locataire, ou du Comité de résidents*
- affichage des chambres vides et attributions aux premiers demandeurs et non à la tête du client*
- assimilation du statut de résident à celui de locataire ou reconnaissance du statut de locataire.*
- changement de tous les anciens gérants et remplacement par des concierges*
- le budget d'animation doit être porté à la connaissance de tous les résidents par affichage et géré avec la collaboration du Comité des résidents*
- les bénéficiaires du bar doivent être intégrés dans le budget d'animation*

4 Les propres revendications de chaque foyer.

Cette plate forme revendicative a été adoptée à l'unanimité.

Interview de résidents du foyer SONACOTRA à Ivry et de militants du comité de Soutien

Vendredi 7 juillet, environ 300 travailleurs immigrés, résidents du Foyer d'Ivry pour la plupart, soutenus par une trentaine de résidents du foyer de Villejuif se sont rendus en manifestation depuis leur foyer jusqu'au tribunal d'Ivry. Ce jour-là 6 délégués du foyer étaient assignés à payer leur arriéré de loyer, sous peine d'être exclus des foyers (ce qui entraîne la saisie de leurs objets, et des menaces de séquestration et d'expulsion).

En engageant la conversation les résidents dénoncent la présence des forces de police :

— «Ils sont très nombreux, massés sur une toute petite place, bloquant l'entrée du tribunal, seuls 30 d'entre nous ont pu accompagner nos délégués, mais le procureur est venu jusqu'à la porte, bien obligé de constater l'importante mobilisation».

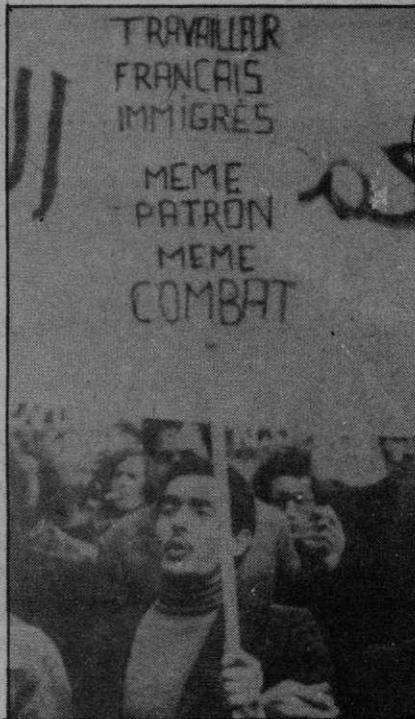
Pendant l'audience, les discussions sont animées. Quelques organisations locales sont venues apporter leur soutien, dont le comité de lutte contre la répression à Vitry, qui s'est constitué alors que la municipalité PCF réclamait à cor et à cris un commissariat contre la ville.

— «Cela fait juste un an que notre foyer est en grève et a rejoint la coordination nationale. Quel que soit le résultat de l'audience, nous continuerons la lutte. Nous n'avons rien à perdre, nous sommes partout exploités : à l'usine et au foyer».

Comment avez-vous engagé la lutte ?

«Au début, nous étions peu nombreux à expliquer qu'il fallait lutter. Dans notre foyer, les travailleurs de même nationalité sont regroupés par étages et le gérant nous oppose les uns aux autres. C'est un ancien parachutiste qui est intervenu en Tunisie. Il parle arabe et essaie d'être familier avec certains travailleurs, se faisant offrir des cadeaux pour mieux nous diviser».

— «Avant la grève, il y avait un climat de méfiance et d'insécurité, le gérant peut expulser les résidents, il a même



fait rentrer la police un soir à 23 heures».

— «Maintenant, il y a des réunions de tous les résidents en grève avec les délégués et depuis la grève tous les résidents se connaissent, français et immigrés, et ont créé des liens de fraternité».

— Comment s'organise la popularisation et le soutien ?

— «Le 1^{er} juillet, nous avons organisé une fête anniversaire, un an de lutte, de liberté, et de solidarité» avec une journée portes ouvertes, pour que les travailleurs français connaissent notre lutte et rejoignent le comité de soutien. Le gouvernement a choisi le mois de juillet pour engager le procès dans 11 villes différentes. Il faut le dire autour de vous au travail, et dans les sections syndicales, pour organiser une riposte immédiate contre la répression».

— «Avec le comité de soutien nous avons expliqué notre lutte dans des organisations à Vitry. Des travailleurs du CTA de Créteil sont venus apporter

leur soutien au meeting commun des foyers de Villejuif et d'Ivry.

Nous sommes aussi allés avec le comité de soutien à la manifestation des grévistes de Belcan apporter notre soutien et populariser notre fête».

— «Et puis les délégués vont aussi dans d'autres foyers qui veulent engager une lutte contre les conditions logement comme le très gros foyer ADEF»

— «Ce qui compte c'est d'étendre encore la lutte. Trois nouveaux foyers viennent d'entrer en grève. A Sannois, le report du jugement en octobre est une victoire de la mobilisation très nombreuse. Il y avait 2000 travailleurs devant le tribunal».

A ce moment, les délégués sortent du tribunal. Ils avaient demandé le report du jugement pour pouvoir user de leur droit à l'aide judiciaire. Il ont eu gain de cause, et les délégués ont souligné que c'était une victoire. Mais cette fois-ci le report «pour une affaire si importante» a dit madame le juge, a lieu le 21 juillet. Aussitôt la manifestation repart très combative en direction du foyer :

Non aux foyers prisons !

À bas les gérants racistes !

Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Sonacotra cèdera, les résidents vaincront !

En passant devant la mairie d'Ivry, le cortège s'arrête pour dénoncer les manœuvres de récupération et de division des directions du PCF et de la CGT. Plus loin les délégués s'adressent aux travailleurs d'Ivry :

— «Venez nous voir au foyer, venez discuter avec les résidents, vous n'avez que des informations déformées par les directions du PCF et de la CGT, venez vous rendre compte vous-mêmes et tirer vos conclusions».

«Vive l'unité des travailleurs Français et immigrés».

Nous nous sommes séparés en prenant rendez-vous pour la manifestation du lendemain à Paris qui a été un succès, plus nombreuse encore que les précédentes.